























Prévisions économiques, Canada

Tableau 1 – Principales variables macroéconomiques, données historiques et prévisionnelles, Canada, 2022-2024

 APPECO <small>ANALYSE STRATÉGIQUE • ANALYTIQUE</small>	Historique				Prévisions		Tendances (2023 T1-2024 T2)
	2023 T1	2023 T2	2023 T3	2023 T4	2024 T1	2024 T2	
PIB selon les dépenses							
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	2 349	2 352	2 349	2 355	2 368	2 374	
Croissance annualisée TTT	2,6 %	0,6 %	-0,5 %	1,0 %	2,2 %	1,1 %	
Croissance en glissement annuel	1,8 %	1,0 %	0,5 %	0,9 %	0,8 %	0,9 %	
PIB par industrie, secteur des entreprises							
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	1 779	1 782	1 775	1 782	1 792	1 797	
Croissance annualisée TTT	2,4 %	0,5 %	-1,5 %	1,5 %	2,4 %	1,0 %	
Croissance en glissement annuel	1,8 %	1,0 %	0,0 %	0,7 %	0,7 %	0,8 %	
Ventes au détail							
Niveau, M\$	65 877	65 828	66 203	66 855	67 145	67 586	
Croissance annualisée TTT	2,6 %	-0,3 %	2,3 %	4,0 %	1,7 %	2,7 %	
Croissance en glissement annuel	3,7 %	0,7 %	2,1 %	2,1 %	1,9 %	2,7 %	
IPC, total							
Niveau, indice (2002 = 100)	155	156	158	159	160	160	
Croissance annualisée TTT	2,6 %	2,8 %	4,9 %	2,5 %	1,2 %	2,0 %	
Croissance en glissement annuel	5,2 %	3,5 %	3,7 %	3,2 %	2,8 %	2,6 %	
IPC, excluant les aliments et l'énergie							
Niveau, indice (2002 = 100)	146	147	148	149	150	151	
Croissance annualisée TTT	3,6 %	3,5 %	3,1 %	3,4 %	1,7 %	2,2 %	
Croissance en glissement annuel	4,8 %	4,0 %	3,5 %	3,4 %	2,9 %	2,6 %	
Investissement privé							
Niveau, G\$ enchaînés (2017)	405	409	403	398	394	392	
Croissance annualisée TTT	-4,4 %	4,3 %	-5,4 %	-5,3 %	-4,2 %	-1,7 %	
Croissance en glissement annuel	-8,5 %	-4,5 %	-3,3 %	-2,8 %	-2,7 %	-4,2 %	
Emploi salarié							
Niveau, k personnes	17 908	17 965	18 064	18 041	18 112	18 161	
Croissance annualisée TTT	3,3 %	1,3 %	2,2 %	-0,5 %	1,6 %	1,1 %	
Croissance en glissement annuel	4,2 %	2,7 %	2,4 %	1,6 %	1,1 %	1,1 %	

Source : Modélisation et prévisions par AppEco à partir des données mensuelles du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI.

Note : Les prévisions sont basées sur les données pondérées de la FCEI. L'interprétation de la dynamique récente peut différer de celle des données non pondérées.

La croissance supérieure aux attentes au début du T1 entraîne une légère reprise

Les prévisions économiques basées sur les dernières données du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI indiquent un rebond de la croissance du PIB à 2,2 % au T1 2024, soutenu par une hausse largement attribuable à la fin des grèves dans le secteur public en janvier. La croissance devrait redescendre à 1,1% au T2.

Les ventes au détail ont augmenté de 1,7 % au T1 2024, et une autre hausse de la valeur nominale est attendue au T2 puisque le PIB, l'emploi et les prix continuent d'augmenter.

Au T1, le taux d'inflation basé sur l'IPC a poursuivi sa chute pour tomber sous le seuil des 3 % et s'établir à 2,8 %. Le taux d'inflation hors alimentation et énergie a baissé à 2,9 %, et le déclin devrait se poursuivre au T2. Évidemment, de plus en plus de signes indiquent une maîtrise de l'inflation, ce qui devrait inciter la Banque du Canada à réduire les taux d'intérêt à court terme.

L'investissement privé s'est contracté pour le 3^e trimestre consécutif au T1 et devrait poursuivre son déclin au T2, mais plus lentement.

Au T1 2024, l'emploi salarié total a augmenté de 1,6 %, après s'être légèrement contracté à la fin de 2023. Sur une base annuelle, il devrait demeurer 1,1 % plus élevé durant le 1^{er} semestre 2024.

Dans ce numéro

p. 2 –
Postes vacants dans le secteur privé

p. 3 – *Le point*
L'insuffisance de la demande

p. 4 – *Profil sectoriel*
Transport

p. 5 –
À propos de la FCEI et notre méthodologie

Postes vacants dans le secteur privé



Le taux de postes vacants poursuit sa chute

Au T1 2024, le taux de postes vacants du secteur privé canadien a baissé pour s'établir à 3,5 % (Figure 1), se rapprochant graduellement du niveau de 2019 (3,3 %).

La plupart des provinces enregistrent une baisse ou restent stables

À l'exception du Nouveau-Brunswick, qui a vu augmenter son taux de postes vacants (Figure 1 et Tableau 2), toutes les provinces ont enregistré une baisse ou sont restées stables. La Saskatchewan, la Colombie-Britannique et l'Île-du-Prince-Édouard ont enregistré la plus importante variation trimestrielle (-0,3 %).

Tous les secteurs enregistrent une baisse ou demeurent inchangés

Comme au T4 2023, tous les secteurs ont enregistré une baisse trimestrielle et annuelle de leur taux de postes vacants. Même s'ils ont les taux les plus élevés, les services personnels et la construction comptent parmi les secteurs ayant enregistré les plus fortes baisses trimestrielles (-0,3 %); ceux de la finance et l'assurance ainsi que de l'immobilier et la location à bail sont en tête avec une baisse de 0,4 % (Figure 2 et Tableau 2).

Le taux de postes vacants baisse peu importe la taille d'entreprise

Les entreprises de toutes tailles ont vu leur taux de postes vacants baisser, les plus petites conservant les taux les plus élevés. Les microentreprises (moins de 5 employés) ont enregistré la plus forte baisse trimestrielle (Tableau 2). Sur 500 000 postes vacants au pays, environ 200 000 touchent des entreprises comptant moins de 20 employés (Figure 3).

Sources

(1) FCEI, *Sondage Les perspectives de votre entreprise*, janvier 2004-mars 2024. Données désaisonnalisées.

(2) Statistique Canada. Tableau 14-10-0398-01. Données désaisonnalisées.

Note : * Les variations sur 3 et 12 mois sont en points de pourcentage.

Figure 1 – Taux de postes vacants par province, Canada^{1,2}

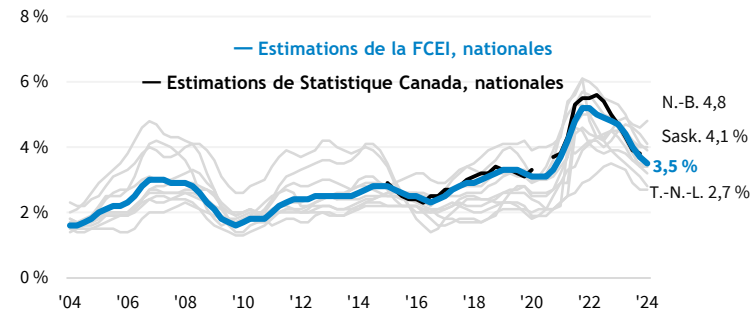


Figure 2 – Taux de postes vacants par secteur, Canada¹

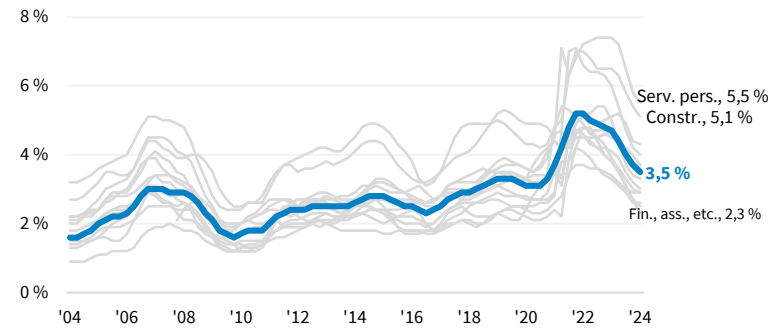


Figure 3 – Postes vacants (en milliers) par taille d'entreprise¹

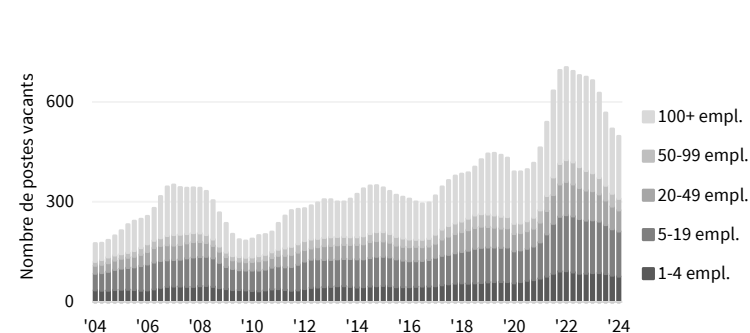


Tableau 2 – Postes vacants dans le secteur privé, T1 2024¹

	Taux de postes vacants (%)	Variation sur 3 mois*	Variation sur 12 mois*	Postes vacants (n)
Canada	3,5 %	-0,2 %	-1,2 %	496 700
Nouveau-Brunswick	4,8 %	0,2 %	0,0 %	12 300
Saskatchewan	4,1 %	-0,3 %	-0,4 %	15 000
Manitoba	4,0 %	0,0 %	-0,5 %	18 900
Québec	3,9 %	-0,2 %	-1,4 %	124 600
Colombie-Britannique	3,5 %	-0,3 %	-1,3 %	70 600
Nouvelle-Écosse	3,4 %	-0,1 %	-0,5 %	11 600
Alberta	3,4 %	0,0 %	-0,9 %	58 800
Ontario	3,2 %	-0,2 %	-1,4 %	179 400
Île-du-Prince-Édouard	2,8 %	-0,3 %	-0,9 %	1 400
Terre-Neuve-et-Labrador	2,7 %	0,0 %	-0,7 %	4 100
Services personnels	5,5 %	-0,3 %	-1,9 %	34 300
Construction	5,1 %	-0,3 %	-1,4 %	64 700
Agriculture	4,3 %	-0,1 %	-0,8 %	8 000
Hébergement et restauration	4,0 %	-0,2 %	-2,0 %	56 400
Gestion d'entreprises	3,7 %	0,0 %	-1,0 %	38 200
Santé et éducation	3,7 %	-0,3 %	-0,8 %	45 600
Services professionnels	3,6 %	-0,2 %	-1,1 %	46 300
Transports	3,3 %	-0,1 %	-1,7 %	23 500
Commerce de détail	3,0 %	-0,2 %	-1,1 %	62 800
Ressources naturelles	2,9 %	0,0 %	-0,5 %	6 400
Fabrication	2,9 %	-0,1 %	-0,9 %	47 500
Commerce de gros	2,6 %	0,0 %	-0,7 %	22 100
Arts, loisirs et informations	2,5 %	-0,2 %	-1,4 %	14 800
Finance, assurance et immobilier	2,3 %	-0,4 %	-1,5 %	26 100
1 à 4 employés	6,8 %	-0,3 %	-0,8 %	76 200
5 à 19 employés	5,7 %	-0,2 %	-1,1 %	135 700
20 à 49 employés	3,5 %	-0,2 %	-1,3 %	63 200
50 à 99 employés	2,5 %	-0,2 %	-1,3 %	34 900
100+ employés	2,5 %	-0,1 %	-1,2 %	186 800

Le point : l'insuffisance de la demande



L'insuffisance de la demande touche la moitié des PME : un sommet depuis la pandémie

À l'heure actuelle, l'insuffisance de la demande est le principal obstacle aux ventes ou à l'augmentation de la production¹. La part des entreprises touchées augmente progressivement depuis le T2 2023. La moitié des PME signalent une demande intérieure ou étrangère insuffisante, un sommet depuis la pandémie qui rappelle le niveau enregistré durant le ralentissement économique de 2015 (Figure 4). Comme l'illustre la relation inverse, l'insuffisance de la demande affecte la situation générale des PME. Les récents efforts de la Banque du Canada pour calmer la surchauffe de la demande portent leurs fruits, mais c'est au détriment des entreprises.

Les plans d'ajustement des prix diffèrent selon que les entreprises sont touchées ou non par l'insuffisance de la demande

En général, les entreprises qui font face à une demande insuffisante sont plus prudentes concernant leurs plans d'augmentation des prix. Les conditions du marché et les hausses importantes des coûts en 2021 et 2022 ont poussé toutes les entreprises à augmenter leurs prix. Toutefois, depuis le T1 2023, celles touchées par une demande insuffisante prévoient des hausses beaucoup plus faibles que celles qui ne sont pas touchées, probablement dans l'espoir d'attirer des clients (Figure 5).

Tous les secteurs sont touchés par la faible demande

Certains secteurs font face à une demande plus faible que la normale (p. ex., commerce de détail, hébergement/restauration), tandis que d'autres (p. ex., services professionnels) sont moins touchés (Tableau 3). Cela dit, en général, les industries productrices de biens et de services sont autant touchés (Figure 6).

Sources et notes

(1) FCEI. [Baromètre des affaires^{MD} mensuel](#), mars 2024.

(2) FCEI. Sondage Les perspectives de votre entreprise, de janv. 2015 à mars. 2024.

Question : Quels facteurs entravent votre capacité à augmenter les ventes ou la production? (Sélectionnez toutes les réponses pertinentes). Depuis janvier 2024, le choix de réponse 'Demande insuffisante' a remplacé 'Demande intérieure insuffisante' et 'Demande extérieure insuffisante'. Question : Quelle est la situation actuelle de votre entreprise? (Sélectionnez une seule réponse). Bonne, acceptable, médiocre.

Note : Les données sur le secteur des ressources naturelles ne sont pas disponibles en raison de réponses insuffisantes.

Figure 4 – Augmentation de la part des PME touchées par la demande insuffisante, et baisse de la part des PME se disant dans une bonne situation

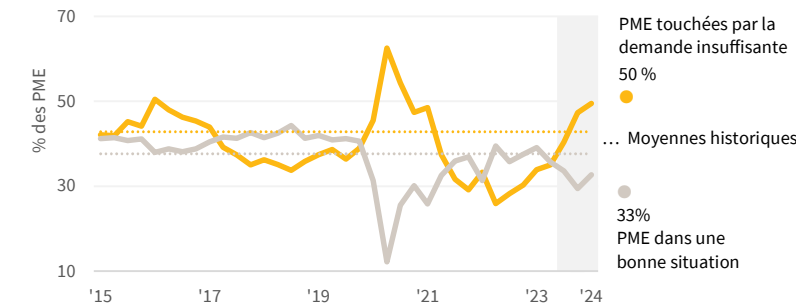


Figure 5 – Les entreprises touchées par la demande insuffisante prévoient des hausses de prix beaucoup plus faibles

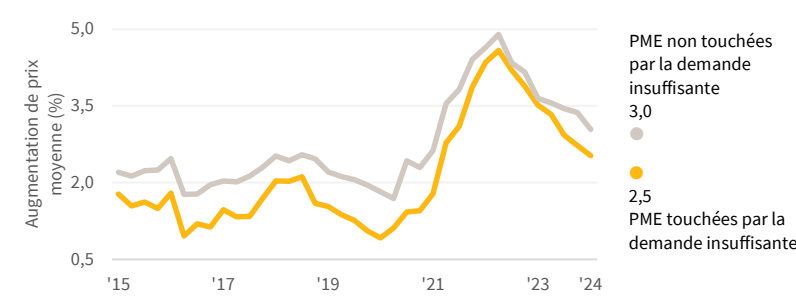


Figure 6 – La demande insuffisante touche autant les secteurs englobant la production de biens et de services

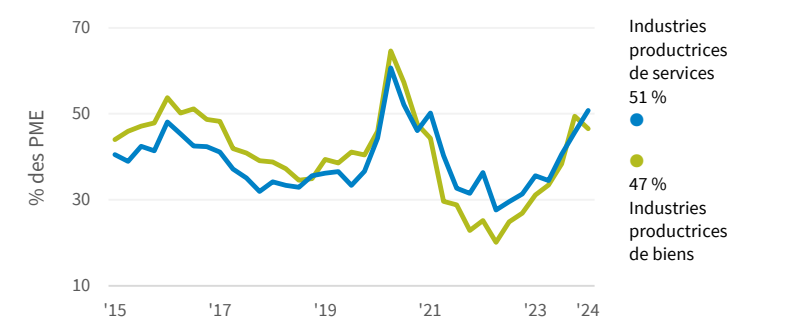


Tableau 3 – Entreprises touchées par la demande insuffisante et entreprises déclarant se trouver dans une bonne situation²

	Part des PME touchées par la demande insuffisante		Part des PME déclarant se trouver dans une bonne situation	
	T1 2024 (%)	Variation sur 12 mois	T1 2024 (%)	Variation sur 12 mois
Canada	50	+16	33	-6
Ontario	53	+18	31	-8
Colombie-Britannique	49	+16	31	-2
Alberta	49	+9	27	-3
Manitoba	48	+17	33	-3
Terre-Neuve-et-Labrador *	48	+22	31	-4
Québec	48	+14	42	-9
Saskatchewan	42	+9	27	-13
Nouvelle-Écosse	39	+8	36	-9
Nouveau-Brunswick	34	+9	24	-11
Île-du-Prince-Édouard *	33	+14	50	-7
Commerce de détail	64	+19	27	-5
Hébergement et restauration	58	+21	17	-6
Transports*	58	+31	39	-14
Fabrication	53	+17	35	-7
Agriculture	53	+17	39	-7
Commerce de gros	51	+22	37	-19
Gestion d'entreprises	49	+9	40	+9
Finance, assurance et immobilier	46	+18	43	-2
Arts, loisirs et information	42	+8	33	+10
Construction	39	+18	37	-15
Santé et éducation	38	+8	35	-5
Services personnels	38	+16	36	-6
Services professionnels	28	-2	45	-6
1 à 4 employés	51	+13	29	-2
5 à 19 employés	49	+17	33	-9
20 à 49 employés	47	+17	41	-12
50 à 99 employés	48	+21	50	+5

* Faible nombre de répondants.

Portrait

Le secteur du transport génère environ 4 % du PIB canadien. Les PME (1 à 499 employés) représentent environ 43 % du PIB de ce secteur. De plus, elles représentent la majorité des entreprises (99,9 %) et emploient 52 % de la main-d'œuvre dans le transport (Tableau 4).

Tableau 4 – Le secteur du transport au Canada

	PIB ^{1,2}	Entreprises ^{3,4}	Main-d'œuvre ⁵
Total	91 G\$	264 000	1 010 050
Part du secteur dans l'économie	4 %	5,8 %	5 %
Part des PME dans le secteur	43 %	99,9 %	52 %

Ce secteur comprend les établissements dont l'activité principale consiste à fournir des services de transport de personnes et de marchandises, des services d'entreposage de marchandises et des services liés au transport et à l'entreposage⁶. Les modes de transport visés sont le transport routier (transport par camion, transport en commun et transport terrestre de voyageurs), le transport ferroviaire, le transport par eau, le transport aérien et le transport par pipeline.

Sont compris dans ce secteur les bureaux de poste nationaux et les établissements de messageries qui, eux aussi, transportent des marchandises. Les établissements d'entreposage sont répartis selon le type de service offert et le genre d'installation.

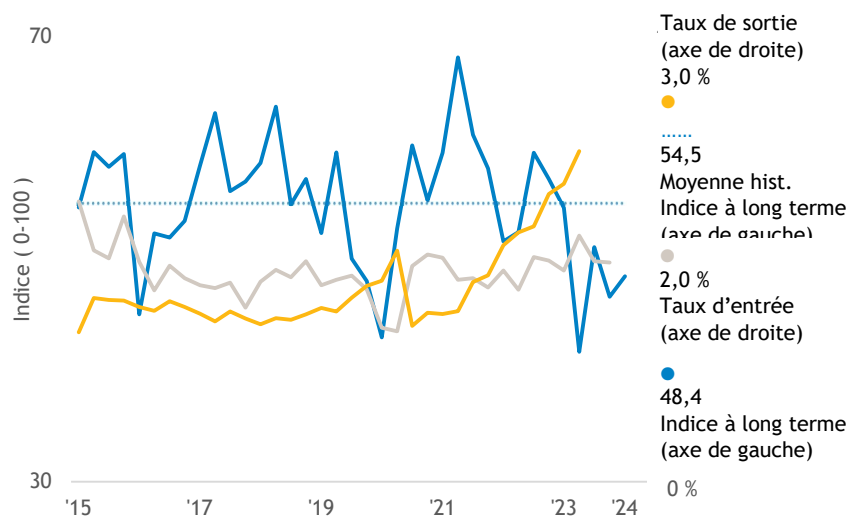
Sources

- (1) Statistique Canada. Tableau 36-10-0434-03.
- (2) Innovation, Sciences et Développement économique Canada, Principales statistiques relatives aux petites entreprises 2023.
- (3) Statistique Canada. Tableau 33-10-0717-01.
- (4) Statistique Canada. Tableau 33-10-0718-01.
- (5) Statistique Canada, Enquête sur la population active, tabulations personnalisées.
- (6) Statistique Canada. Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2022 version 1.0.
- (7) FCEI. Sondage Les perspectives de votre entreprise, de janvier 2015 à mars 2024.
- (8) Statistique Canada. Tableau 33-10-0270-01. Consulté le 26 mars 2024.
- (9) FCEI, Baromètre des affaires^{MD}, [Rétrospective 2023](#).

Situation actuelle

Dans le secteur du transport, le niveau de confiance des PME à long terme est au plus bas depuis la pandémie (Figure 7). De plus, les entreprises du secteur connaissent le taux de sortie le plus élevé des 10 dernières années, qui dépasse de loin de taux d'entrée et qui est pire que durant la pandémie.

Figure 7 – Le faible niveau de confiance pousse les transporteurs à quitter le marché, alors que le taux d'entrée stagne^{7,8}.

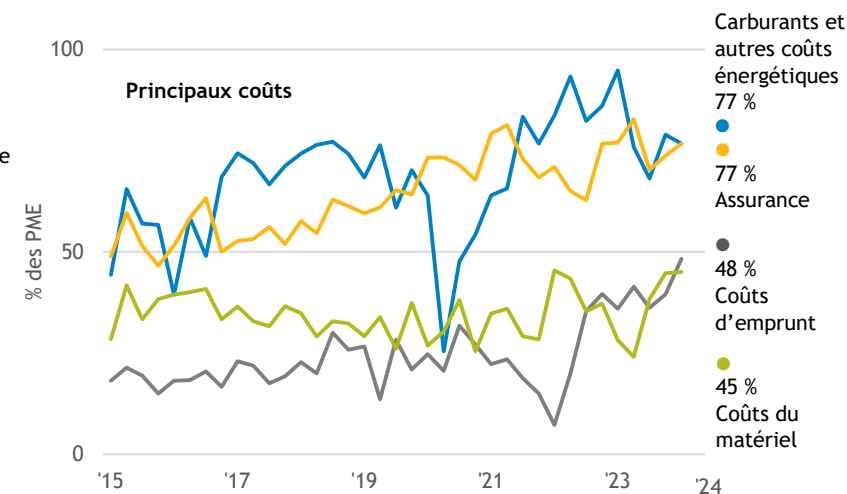


Note : Les taux d'entrée et de sortie sont calculés respectivement en divisant le nombre d'entrées et de sorties d'entreprises par le nombre d'entreprises actives. Les deux taux sont présentés sur une base trimestrielle. Le taux de sortie est jusqu'au T2 2023, tandis que le taux d'entrée est jusqu'au T4 2023.

Défis

Les PME du secteur du transport font face à de nombreux défis, notamment les pénuries de main-d'œuvre et diverses contraintes de coûts⁹. Leurs principales pressions sont généralement les coûts des carburants, les coûts de l'électricité et les autres coûts de l'énergie. Toutefois, depuis peu, les coûts d'assurance affectent autant d'entreprises du secteur du transport que les coûts de l'énergie (77 %), une tendance qui s'est accrue graduellement au cours des 10 dernières années (Figure 8). Les coûts d'emprunt et les coûts du matériel et de technologies ont également connu une hausse au cours des derniers trimestres, entraînant des difficultés pour 48 % et 45 % des PME, respectivement.

Figure 8 – Au T1 2024, le secteur du transport fait face à de nombreux coûts : l'assurance est en train de devenir le plus important, suivi par les carburants et les autres coûts énergétiques



Méthodologie

Nos recherches s'appuient sur les points de vue de nos membres recueillis par les divers sondages que nous menons par Internet à accès contrôlé. La FCEI fonctionne selon le principe « un membre, un vote ». Nous produisons des analyses claires, crédibles et convaincantes dans l'objectif de soutenir la réussite des PME canadiennes.

Les membres de la FCEI sont bien représentés dans toutes les régions, industries et tailles d'entreprise. Par conséquent, les données de nos sondages offrent des estimations raisonnables de la répartition de l'activité économique à l'échelle nationale.

Notre sondage mensuel **Les perspectives de votre entreprise** analyse la confiance, les attentes et les perspectives des propriétaires de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires. Les résultats s'appuient sur plusieurs centaines de réponses recueillies auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de membres de la FCEI. Les résultats sont publiés le dernier jeudi de chaque mois dans notre Baromètre des affaires^{MD}. Consultez les résultats pour l'ensemble du Canada, par province et par secteur à fcei.ca/barometre.

Les prévisions à court terme se fondent sur les résultats du sondage *Les perspectives de votre entreprise* mené par la FCEI, dont les données sont disponibles le mois même de leur collecte. La plupart des autres indicateurs économiques rendus publics ont pour leur part toujours un délai entre la collecte et la publication, parfois de plus de deux mois.

Les estimations sur les postes vacants se fondent aussi sur ce sondage. L'analyse utilise les données du sondage de la FCEI, de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada et des compilations personnalisées de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada.

Pour en savoir plus sur notre méthodologie, visitez fcei.ca/recherche.

À propos de la FCEI



La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 97 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives. Visitez fcei.ca pour en savoir plus.

FCEI Économie

Simon Gaudreault
Économiste en chef et
vice-président, recherche


Andreea Bourgeois
Directrice, économie

Laure-Anna Bomal
Économiste

Alchad Alegbeh
Analyste de la recherche

 fcei.ca/recherche

 recherche@fcei.ca

 [@CFIB_FCEI_Stats](https://twitter.com/CFIB_FCEI_Stats)

À propos d'AppEco





[AppEco](https://appeco.ca) est une firme de consultation spécialisée en analyse économique et stratégique. AppEco possède une expertise reconnue et livre des prestations de première qualité en économie appliquée : études d'impact économique, enquêtes et sondages, analyses avantages-coûts, modélisation, économétrie, tarification, etc. Elle a pour mission d'offrir des prestations utiles qui contribuent à la croissance et aux projets de ses clients. AppEco travaille avec des entreprises de toutes les tailles : PME, multinationales, administrations publiques et organismes sans but lucratif. Consultez appeco.ca/fr/ pour en savoir plus.

Pierre Emmanuel Paradis
Président et économiste

Richard Fahey
Vice-président et avocat

Julien Mc Donald-Guimond
Directeur et économiste

 appeco.ca

 info@appeco.ca

 AppEco